

Centrafrique/Violences

Trois tués au PK5 de Bangui

AFP
Bangui/Centrafrique

Sept autres personnes ont été blessées dans des échanges de tirs entre groupes armés.

TROIS personnes ont été tuées et au moins sept blessées, entre jeudi soir et hier matin à la mosquée, a constaté un correspondant de l'AFP, tandis qu'au moins huit personnes ont été blessées et emmenées dans des hôpitaux alentours, selon des surveillants de l'hôpital communautaire de Bangui et de l'hôpital du quartier Sica 1 géré par l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF). L'un des blessés admis à l'hôpital communautaire a succombé à ses blessures hier, a indiqué un surveillant de l'hôpital. Selon un habitant du quar-



Photo : AFP

Le quartier PK 5 de Bangui, théâtre, malgré la présence de la Minusca, de violences qui ont fait 3 morts et sept blessés entre jeudi soir et hier matin.

tier, les hommes d'un groupe armé du quartier PK5, emmené par le surnommé "Force" se sont opposés à partir de jeudi soir à des hommes d'un ancien groupe armé reconvertis en agents de sécurité, emmenés par "You le géant". « Les hommes de "Force" ont tenté de fermer le marché (dont les hommes de "You le géant" ont la surveillance), ce qui a entraîné une réplique des hommes de "You le géant" », a expliqué cet habitant à l'AFP, sans

que le déroulé exact des événements ait pu être confirmé de sources concordantes. Depuis plusieurs jours, le PK5 est en proie à de fortes tensions entre les commerçants, les groupes armés et la Minusca, la mission de l'Onu en RCA. Ces nouvelles violences sont "la goutte d'eau qui fait déborder le vase", a déclaré Karim Yahya, secrétaire général d'un collectif de victimes de ces groupes armés, qui menace : "si la

Minusca ne veut pas prendre ses responsabilités, nous allons marcher contre les groupes armés, et contre la Minusca". La semaine dernière, l'association des commerçants du PK5 (ACK) avait lancé un ultimatum à la Minusca pour qu'elle démantèle les groupes autoproclamés d'autodéfense du PK5, accusés de violences et d'exactions envers les commerçants et la population. L'annonce de cette marche,

reportée à plusieurs reprises, faisait suite à une série de violences des groupes armés du PK5, qui tentent d'intimider les commerçants, selon eux, depuis que ces derniers ont décidé, le 18 janvier, d'arrêter de payer les groupes armés qui monnaient leur "protection". Les commerçants du PK5 estiment que la Minusca – qui a renforcé sa présence dans le quartier – n'agit pas assez contre les groupes armés présents. Mardi, l'ACK et la Minusca se sont rencontrées. "Des mesures ont été récemment prises en vue de sécuriser les points de chargement et de déchargement des camions", a tenu à rappeler le porte-parole de l'Onu en RCA, Vladimir Monteiro, qui a mis en garde les groupes armés en disant qu'ils devront répondre de leurs actes criminels. Fin janvier, les commerçants avaient déposé une vingtaine de plaintes contre les groupes d'autodéfense et demandé à l'Etat et à la Minusca le démantèlement de la quinzaine de bases occupées par ces groupes.

L'Afrique en bref

- **Cameroun/Présidentielle.** Ni John Fru Ndi pas candidat
Le principal opposant camerounais, l'anglophone Ni John Fru Ndi, ne sera pas candidat à l'élection présidentielle prévue fin 2018 au Cameroun, a-t-il indiqué à la tribune du congrès de son parti, le Social democratic front (SDF), jeudi à Bamenda (nord-ouest).
- **Djibouti/Législatives.** Le parti au pouvoir grand favori
Les Djiboutiens votaient hier lors d'élections législatives boycottées par une grande partie de l'opposition, et qui devraient une nouvelle fois conforter le pouvoir du parti du président Ismaël Omar Guelleh, en poste depuis 1999.

- **Mali/Terrorisme.** "Plus d'une trentaine" de jihadistes tués par l'armée française
Les forces armées françaises ont tué "plus d'une trentaine" de combattants de groupes jihadistes récemment dans le nord du Mali, a déclaré Emmanuel Macron à l'issue d'une conférence sur la force G5 Sahel hier à Bruxelles.

A travers le monde

- **Australie/Politique.** Le numéro 2 du gouvernement lâche l'affaire



Photo : AFP

Le Premier ministre australien adjoint Barnaby Joyce a annoncé hier qu'il démissionnerait, après une polémique sur sa liaison extra-conjugale avec une ex-collaboratrice et des accusations de harcèlement sexuel.

- **Etats-Unis/Politique.** Fusillade : Trump cible un policier

Le président américain Donald Trump a suggéré hier que le policier armé qui n'est pas intervenu lors de la fusillade au lycée de Floride le 14 février était un "lâche", ou qu'il avait peut-être été paralysé par la peur.

- **France/Politique.** Nouveau plan contre la radicalisation jihadiste

Le gouvernement français, qui avance encore à tâtons dans la lutte contre la radicalisation jihadiste trois ans après les attentats de janvier 2015, a présenté hier un nouveau plan prévoyant notamment la création de places de prison pour isoler les détenus radicalisés.

Guinée équatoriale/Au procès d'opposants à Mongomo

Le procureur demande la dissolution du parti CI

AFP
Malabo/Guinée équatoriale

147 prévenus attendent lundi pour connaître leur sort. Ils risquent la peine de mort.

LE principal parti d'opposition en Guinée équatoriale, Citoyens pour l'innovation (CI), "doit être dissous", a demandé jeudi le procureur général de la République, David Nguema Obiang, à la barre du procès de 147 militants du parti, selon la télévision d'Etat. "Le parti CI doit être dissous, il y a de la violence partout où ce parti fait des

meetings, ça ne ressemble pas à un parti politique car ils ne respectent aucune norme, c'est comme un groupe paramilitaire", a déclaré M. Nguema Obiang au tribunal de Mongomo, dans une plaidoirie retransmise à la télévision d'Etat hier matin. 147 militants de CI, arrêtés à diverses occasions non détaillées depuis les élections législatives de novembre, sont jugés depuis le 12 février à Mongomo, fief du président Teodoro Obiang Nguema situé sur la partie continentale de la Guinée. La peine de mort a été requise pour les 147 prévenus par le ministère public. De sources concordantes,

les 147 militants sont poursuivis pour "sédition, désordre public, atteintes à l'autorité et blessures graves" suite aux échauffourées survenues le 5 novembre à Aconibe, en pleine campagne pour les législatives du 12 novembre. La police avait empêché la tenue d'un meeting de campagne du CI dans cette ville natale du leader du parti, Gabriel Nse Obiang Obono. Trois policiers avaient été blessés, et leurs armes de service, trois AK-47 et un pistolet, arrachées. Mais "90% des accusés n'étaient pas présents à Aconibe" lors du meeting, estime une source diplomatique sous-régionale à

l'AFP. Il y a des militants arrêtés à "Bata et Malabo" parmi les accusés, continue la source, qui affirme que "de nombreux transferts (de prisonniers) ont eu lieu". Après avoir requis la peine de mort pour tous les accusés au début du procès, le procureur a estimé jeudi qu'il fallait que "les gens qui n'ont rien à voir avec les événements d'Aconibe soient remis en liberté". La phase des audiences du procès est arrivée à son terme jeudi et "le verdict est attendu lundi prochain", a assuré à l'AFP un des avocats des militants, Fabian Nsue Nguema. Début février, l'Union européenne s'est inquiétée

de la "forte détérioration de la situation des droits de l'homme" dans le pays. La Guinée équatoriale, un des plus gros producteurs de pétrole d'Afrique subsaharienne, mais dont la grande majorité des 1,2 million d'habitants vit dans la pauvreté, est dirigée de façon autoritaire par le président Obiang Nguema depuis 1979. Le pouvoir a obtenu 99 sièges sur 100 au Parlement aux élections de novembre, un siège allant au CI. Depuis ces élections, "les restrictions de liberté et arrestations, en particulier d'opposants politiques, se poursuivent sans discontinuer", selon l'Union européenne.

Sahel/Lutte antiterroriste

32 milliards de plus

AFP
Bruxelles/Belgique

LES Européens ont donné hier un coup de pouce financier à la force militaire constituée par cinq pays africains pour lutter contre les groupes jihadistes actifs dans la région du Sahel, mais l'argent tarde à être dé-

bloqué, ont regretté les dirigeants africains lors d'une conférence des donateurs du G5 Sahel à Bruxelles. "Il faut éviter que le Sahel devienne un sanctuaire pour les groupes jihadistes, car le Sahel c'est la porte à côté de l'Europe", a mis en garde le secrétaire général de l'Union africaine (UA) Moussa Faki Mahamat. "Le combat que nous me-

nons contre le terrorisme au Sahel, nous le menons aussi pour le reste du monde. Pour cette raison, l'Union européenne et la communauté internationale doivent être solidaires avec le Sahel", a pour sa part insisté le Nigérien Mahamadou Issoufou, président en exercice du G5 Sahel. L'UE a répondu à l'appel avec le doublement de sa contribution financière à

la force militaire conjointe du G5 Sahel, portée de 50 (32,7) à 100 millions d'euros (65,5 milliards de francs). Les Européens ont tout intérêt à aider à stabiliser le Sahel "devenu une terre où se sont développés les trafics d'êtres humains, de drogue, d'armes, qui nourrissent ce terrorisme", a plaidé le président français Emmanuel Macron à l'issue de la réunion orga-

nisée au siège de la Commission européenne. Trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement ont participé à cette conférence et apporté leur soutien politique et financier aux dirigeants du Mali, de la Mauritanie, du Tchad, du Niger et du Burkina Faso engagés dans la constitution de cette force commune.